

# Pour une démographie écologique

**bulletin à faire circuler sans modération**

annonce d'une conférence-débat : « **Démographie et écologie, le sujet tabou** »

le jeudi 15 mai de 19 h à 21 h au 8 rue de la banque - 75002 PARIS

salle des expositions (1er étage de la Mairie du 2e arrondissement) - métro Bourse

Animateur des débats : unE membre de l'association organisatrice JNE (Journalistes pour la nature et l'écologie)

Intervenants :

- Denis Garnier, représentant de l'association « démographie responsable »
  - Gilles Pison, démographe, membre de l'INED
  - Michel Sourrouille, coordinateur du livre « l'urgence écologique de repenser la démographie »
  - Christian Sunt, représentant du Mouvement des objecteurs de croissance
- (entrée libre, mais nombre de places limité)

## Présentation des différents acteurs de ce débat

L'association JNE a voulu que le débat soit équilibré entre les tenants d'une décroissance démographique et d'autres points de vue. C'est ce que reflète le choix des différents intervenants, sachant que JNE rassemble des journalistes-écrivains qui ont chacun leur point de vue sur la question démographique.

### Démographie responsable

Fondée en 2009, Démographie Responsable, est une association écologiste type loi de 1901. Elle considère que la plupart des efforts réalisés en matière de protection de la nature risquent d'être réduits à néant du fait même de l'expansion continue du nombre des Hommes, expansion qui conduit inéluctablement à l'occupation de la quasi-totalité des territoires et à la consommation de toutes les ressources naturelles.

Ses objectifs principaux sont donc d'intégrer la question démographique à tous les débats ayant trait à l'environnement, de faire cesser le tabou qui règne autour du sujet et d'essayer de convaincre de la nécessité d'orienter nos sociétés vers une démographie plus modeste aussi bien dans les pays les plus riches que dans les nations en voie de développement. Dans les pays développés parce que le niveau de consommation individuelle comme la densité de peuplement y sont souvent déjà très élevés et dans les pays en voie de développement parce que ce sont eux qui concentrent l'essentiel du potentiel de croissance démographique de demain.

L'association milite pour que les équilibres économiques et sociaux de nos sociétés ne soient pas basés sur la nécessité que chaque génération soit plus nombreuse que la précédente, processus qui conduirait inévitablement à l'impasse et à l'effondrement de tous les écosystèmes. Elle tente d'alerter aussi bien sur les contraintes alimentaires qui pèseront demain sur un monde surpeuplé que sur la nécessité de préserver des espaces pour les autres espèces peuplant la Terre. Le maintien de la biodiversité constitue à ses yeux à la fois une exigence écologique et une exigence morale. Cette double exigence est au cœur de l'engagement de tous ses membres.

Pour ce faire, l'association mène un certain nombre de campagnes d'information via des conférences, des affichages, des rassemblements, des participations à de nombreux forums et quelques publications. Elle tente aussi de lier des contacts avec tous les acteurs du débat, que sont les journalistes, les écologistes, les scientifiques, les ONG et certains organismes nationaux et internationaux (AFD, UNFPA...). Bien consciente de la difficulté à faire passer ce message de modération démographique elle vise à montrer que ses préoccupations sont au cœur de l'humanisme et ne s'opposent en aucun cas au bien-être des hommes.

L'association, qui affiche une totale neutralité politique, tient particulièrement à ne faire la promotion que de méthodes respectueuses des droits de l'Homme en faveur d'une baisse de la fécondité. Elle favorise les méthodes incitatives, seules respectueuses des individus et probablement seules garantes que demain, face aux contraintes, certains pays ne s'engagent pas dans la voie de la coercition et de l'application de mesures liberticides. Elle donne évidemment la priorité aux actions éducatives et à la promotion de l'enseignement le plus large possible, meilleurs garants de l'avenir. Démographie Responsable milite aussi pour que l'aide au développement consacre une part plus importante des fonds recueillis à la promotion du planning familial et à la mise à disposition de moyens de contraception. Il existe en la matière de par le monde une demande insatisfaite encore très importante. Démographie Responsable maintient également un certain nombre de contacts avec des mouvements proches en Europe et en Amérique, et mène quelques campagnes de promotion en Afrique et en Amérique latine.

### Journalistes-écrivains pour la nature et l'écologie (JNE)

L'association des Journalistes-écrivains pour la nature et l'écologie (JNE) a été créée en 1969, la même année que la Fédération française des Sociétés de Protection de la nature. Cette création, au lendemain du mouvement de Mai 1968, correspondait à la fois à la montée des revendications d'une partie de la population française dans les domaines de la protection de la nature et de la préservation de l'environnement et aux efforts d'organisation des associations s'efforçant de convaincre le public et les pouvoirs publics de l'urgence de prendre un certain nombre de mesures. JNE a contribué à créer et à soutenir les nouvelles rubriques des journaux consacrés aux questions d'environnement à une époque où tout le monde se méfiait de ce type d'informations. La création de cette association de journalistes spécialisée précède celle du ministère de l'Environnement (2 janvier 1971).

Les JNE regroupent aujourd'hui 290 professionnels de la presse écrite ou audiovisuelle, de l'information ou de l'écriture, tous spécialisés dans l'environnement, l'écologie, l'éco-tourisme, la protection de la nature, le cadre de vie ou l'énergie. L'essentiel des médias nationaux et des magazines spécialisés est représenté au sein de l'association, et c'est probablement ce qui, depuis le début, constitue sa force d'intervention et de médiation. Les JNE ont pour fonction de mettre en rapport tous les acteurs de

l'environnement, qu'il s'agisse d'organismes officiels, d'entreprises, de collectivités territoriales ou d'associations, avec des lecteurs de toutes sensibilités et toutes spécialisations.

Par la participation de ses membres et de ses responsables aux conférences de presse, par l'organisation régulière de réunions, de déjeuners et de petits déjeuners, par l'organisation de voyages d'études en France et à l'étranger, par la diffusion de dossiers et par son journal, l'association des JNE s'efforce d'organiser efficacement la collecte et la diffusion d'informations que chaque journaliste utilise ensuite en toute liberté. L'association est libre de toute attache politique.

### INED, institut d'études démographique

À la Libération sont créés un Haut Comité de la population présidé par le président de la République, un institut de recherche destiné selon ses statuts à étudier les moyens d'accroître la natalité (l'I.N.E.D., Institut national d'études démographiques) et un système généralisé d'allocations familiales. À partir de cette époque, de nombreuses mesures à caractère nataliste ont été prises (quotient familial, primes pour le troisième enfant). L'Ined avait pour mission « *d'étudier les problèmes démographiques sous tous leurs aspects. À cet effet, l'institut rassemble la documentation utile, ouvre des enquêtes, procède à des expériences et suit les expériences effectuées à l'étranger* ». Mais à l'origine, l'Ined était aussi chargé d'examiner « *les moyens matériels et moraux susceptibles de contribuer à l'accroissement quantitatif et à l'amélioration qualitative de la population* ». Les principaux directeurs de l'Ined, Alfred Sauvy et Gérard Calot, ont d'ailleurs affirmé leur natalisme.

Cette option idéologique n'a pas complètement disparu mais s'exprime sous des formes plus subtiles parmi les membres de l'Ined. [Jacques Vallin](#) par exemple refuse l'idée d'une « surpopulation » de la planète, qui va « contre son humanisme ». Il croit en la capacité de l'homme à s'adapter à l'évolution des ressources, à condition que les progrès soient accessibles au plus grand nombre et que le risque environnemental soit pris au sérieux.

### MOC, le mouvement politique des objecteurs de croissance

Le MOC, mouvement politique des objecteurs de croissance, s'appuie sur un ensemble de textes dont le premier est l'Appel de Vassivière (août 2007). *Stricto sensu* nous défendons la **décroissance**. Nous assumons le « dé- » de décroissance : c'est bien une réduction du PIB et de l'empreinte écologique qui lui est associée que nous défendons pour le Nord global. Quant au Sud global, nous n'avons aucune réticence à ce qu'une certaine croissance lui soit possible, à condition évidemment pour lui de rompre avec notre « modèle » de développement, et pour nous de rembourser notre dette écologique. Plus tactiquement, en France : nous défendons une **convergence antiproductiviste** dont nous acceptons de n'être que l'une des composantes (la composante radicale) avec d'autres forces résolument anticapitaliste, antinucléaire, pacifiste...

Nous ne faisons aucune entente avec des gauches et des écologies d'accompagnement. Si le Mouvement des Objecteurs de Croissance se sent toujours partie prenante des révoltes populaires... nous n'avons aucun « espoir à gauche ». Il s'agit de ne plus collaborer à la fabrication du capitalisme et de se mettre à explorer les alternatives concrètes qui couvrent tous les besoins en humanités : alimentation, logement, santé, monnaie, transport, éducation, culture... toutes ces interdépendances qui conditionnent une autonomie généralisée de la vie.

Par exemple, la lutte de NDDL est un refus systémique d'un modèle de société qui sacrifie l'autonomie alimentaire des communautés au profit d'une politique des transports et industrielle mettant en concurrence les territoires européens. Par exemple, la lutte contre l'extractivisme (hydrocarbures, biomasse, minerais) est un refus systémique d'une société industrielle qui gaspille les ressources au détriment des équilibres des écosystèmes et du respect des générations tant passées que futures. Par exemple, les réquisitions de terres, de logements, la réappropriation et l'occupation des ateliers sont le refus d'un droit de propriété qui limite (ou interdit) l'usage des droits essentiels à se nourrir, se vêtir, se loger, se protéger... Contre le droit de propriété privée nous défendons le droit d'usage.

C'est donc bien toute une **organisation sociale** en tant que telle dont nous rêvons. Pour vivre dignement, la simple « juste redistribution des richesses » ne suffit pas si on ne redéfinit pas les besoins, leur mode de production (de l'aval des « ressources » à l'amont des « déchets ») et les limites que la préservation de nos écosystèmes nous imposent. Quand au partage de ces biens et des tâches (en particulier les plus pénibles), il doit se faire dans un souci d'égalité des revenus, pour tous, par une diminution du temps de travail, par la gratuité d'accès et d'usage et non dans un modèle de mise en concurrence de tous par tous.

Le mode d'existence de l'humanité en tant qu'espèce vivante doit donc s'inscrire dans ce que nous appelons « espace écologique », c'est-à-dire la limitation de tous nos projets entre un plancher et un plafond. Pour nous la liberté ne consiste pas à franchir sans cesse les limites mais à vivre en commun dans les limites de l'équilibre des écosystèmes.

### Editions Sang de la Terre : « Moins nombreux, plus heureux » (l'urgence écologique de repenser la démographie)

Moins nombreux pour être heureux ! S'il y a profusion de livres sur les moyens de se nourrir, il y a paradoxalement une absence extraordinaire d'analyse des risques liés à une évolution démographique incontrôlée. Ce livre écrit à plusieurs mains vient donc combler un manque. Ses auteurs y font le constat qu'une population moins nombreuse serait un avantage certain.

Au fil des différents chapitres, vous découvrirez une grande variété de styles aussi bien que d'angles d'analyse ; approches techniques et chiffrées, coup de gueule acide ou envolées poétiques, on envisage sans tabou aussi bien la décroissance malthusienne que le féminisme ; on montre que le droit au nombre s'oppose à une société plus agréable et plus juste ; on y discute de la politique nataliste française, du phénomène migratoire, de l'effondrement probable de la population, des conceptions religieuses de la fécondité, et même du droit à vivre de la faune et de la flore, menacé par notre expansion. Nous devons, de fait, apprendre à partager l'espace avec autrui et les autres espèces.

Chaque lecteur pourra butiner à son gré dans ces pages, en ne perdant pas de vue que la dénatalité est un exercice tellement complexe que toutes les portes d'entrée sont possibles. Qu'on se rassure cependant : les solutions à la surpopulation existent. Il n'y a pas que la guerre, les épidémies et la famine...

Le livre est à acheter chez votre libraire ou à commander en ligne : [Amazon](#) ; [Decitre](#) ; [FNAC](#)